
LES ALLIÉS ET LA PAIX

EN 1813

II⁽¹⁾

REICHENBACH ET TŒPLITZ

I

Le tsar et le roi de Prusse se rendirent à Dresde le 24 avril. Ils y virent arriver lord Cathcart et sir Charles Stewart, munis de pouvoirs pour traiter. L'Angleterre déclinait l'intervention de l'Autriche, mais, ce faisant, elle poussait l'Autriche dans la coalition, car l'Autriche ne pouvait prouver autrement la sincérité de ses intentions ni autrement obtenir les subsides indispensables pour agir avec efficacité. Elle se trouvait ainsi portée à précipiter, plus que Metternich ne l'aurait désiré, ses accords secrets avec la Prusse et avec la Russie, lorsque l'entrée en scène de Napoléon vint rendre à l'intervention, sinon un sérieux qu'elle n'eut jamais, au moins une consistance apparente et quelques raisons d'être, de forme et d'expédient. Arrivé à Erfurt le 28 avril, il battit, le 2 mai, à Lutzen, en Saxe, les Prussiens et les Russes. Les souverains alliés quittèrent Dresde, en hâte. Ils ne voyaient plus de salut que dans l'alliance de l'Autriche. « Qu'elle agisse, et immédiatement, et l'Europe est sauvée ! » écrivait Knesebeck, le 3 mai.

Metternich ne prenait point les choses au tragique. Cette ba-

(1) Voyez la *Revue* du 1^{er} juillet.

taille rentrait dans ses calculs : elle lui rendait une médiation possible et, par suite, le délai dont il avait besoin, le moyen de traîner Napoléon, de le tenir en suspens. Ce qu'il apprenait des récriminations des alliés, Prussiens contre Russes, n'était pas pour le contrarier. L'Autriche prendrait, dès son entrée en scène, la direction de la politique et de la guerre. Si Napoléon avait écrasé les alliés, il serait redevenu maître du monde ; s'il avait été mis en déroute, la suprématie passait à Alexandre ; l'Autriche n'aurait plus été qu'une chancellerie à la suite et un corps auxiliaire dans la coalition. Ce fut une passe singulièrement périlleuse et difficile pour Metternich : l'empereur François, vacillant et entêté ; le public, emporté tour à tour et effaré, ne comprenant pas, condamnant les retards à déclarer la guerre. Metternich se montra supérieur par sa maîtrise de soi-même, sa constance, sa dextérité, sa souplesse dans les défilés. « Il ne vacille pas dans l'exécution de son plan, » écrit, le 12 mai, le comte Hardenberg. Cet homme du monde, ce dandy politique, à la main blanche et nerveuse, déploya le sang-froid, le coup d'œil et l'énergie d'un vieux pilote. « Il s'agissait, a-t-il écrit, d'empêcher Napoléon de suivre sa tactique habituelle, c'est-à-dire de se tourner vers la Bohême, afin de frapper contre nous un grand coup dont les suites auraient été incalculables pour l'Autriche. » Vers le mois de juin, l'armée de Bohême devait être prête : en attendant, il se mettrait d'accord « avec les autres puissances sur la question de la médiation, et, jusqu'à cette époque, il voulait encore dissimuler avec Napoléon. » Il prévoit « que la guerre entre l'Autriche et la France doit éclater par le refus que Bonaparte donnera, sans aucun doute, aux propositions que la Russie, la Prusse et l'Autriche lui feront conjointement (1). »

Le fin de l'affaire consistait à lui proposer des conditions qu'on serait sûr de lui voir refuser ; le choix n'était pas malaisé connaissant ses vues et les nécessités de sa politique. On jouerait, à coup sûr, avec lui, cette artificieuse partie. Napoléon ne pouvait pas reculer sans perdre son prestige, s'avouer vaincu sans s'exposer à de nouvelles exigences des alliés. Metternich savait que les meneurs de l'opinion à Paris, les confidens, émissaires et « affidés » de Talleyrand, se feraient une arme contre Napoléon du refus qu'il opposerait à des conditions que, dans

(1) Rapport de Hardenberg, de Vienne, 9 mai 1813, conversation avec Metternich.

l'état d'esprit où l'on était en France, on jugerait non seulement acceptables, mais excellentes. On l'engagerait de la sorte dans une impasse, et le moindre effet en serait de creuser davantage la séparation entre lui et les Français. S'il acceptait un congrès, on lui rendrait de plus en plus difficile d'y repousser les conditions nouvelles qu'on y élèverait, et, s'il rompait, on aurait eu le temps de se mettre en mesure de lui dicter la paix. Il aurait perdu les avantages de l'offensive, la supériorité du nombre, l'entrain à la guerre et la confiance de l'armée.

« Le passage de la neutralité à la guerre ne sera possible que par la médiation armée, » avait dit Metternich à son maître. Il en était à franchir ce pas. Le 7 mai, il dressa des instructions pour le comte de Stadion, qu'il dépêcha près d'Alexandre. Il y développait ses vues sur les *bases de la paix* à proposer à Napoléon. C'étaient : 1° la suppression du duché de Varsovie et le retour, en ce qui concerne l'Autriche, aux conditions antérieures à 1809 ; 2° la restitution à la Prusse de ses anciennes possessions dans l'Allemagne du Nord ; 3° l'abandon par la France de *tout* ce qu'elle possède en Allemagne, au delà du Rhin ; 4° le royaume d'Italie hors des mains de Napoléon ; 5° la Hollande indépendante, la restauration du Pape ; 6° la restitution de toutes les provinces françaises en Italie ; 7° *pour l'Autriche*, la frontière d'avant Lunéville, le *Mincio* ou l'*Oglio*, plus le *Tyrol*, le *Quartier de l'Inn*, l'*Illyrie*, la *Dalmatie*, et la restitution de tout ce que lui avait enlevé, de ce côté-là, le traité de 1809. Voilà, dit-il, les conditions d'une *bonne* paix continentale ; mais il reconnaît qu'on doit distinguer un *minimum* et un *maximum*, selon les chances de la guerre. Sur la guerre même, il s'exprime nettement : « Le comte de Stadion prouvera que nous aspirons avant tout à rapprocher le terme, ou par un prompt accord avec les puissances, ou par des opérations qui nous permettent de porter nos forces hors des frontières. » A l'appui, Stadion produira des « devis militaires qui ne laisseront rien à désirer à l'empereur Alexandre sur les détails des mouvemens de notre armée... Il ne négligera rien pour amener une négociation instantanée, et pour convenir des bases d'une coopération active militaire de notre part dans le cas de la non-réussite de nos soins en faveur de la paix. » Le même jour, François écrit au tsar. — Il forme des vœux pour un arrangement pacifique, mais il ajoute aussitôt : « Nos forces réunies, dirigées d'après un point de vue fixe, et dans l'accord le plus

parfait, nous feront, il n'en faut pas douter, dans la supposition contraire, arriver au plus noble but que puissent se proposer les puissances. » Le 8 mai, Stadion se mit en route : il était en mesure de mener à fin « la négociation instantanée » et d'établir, entre l'Autriche et les alliés, « l'accord le plus parfait, » qui était le « but premier de sa mission (1). »

Restait à lier Napoléon, le temps qu'il faudrait pour établir les accords. Metternich voit, le 7 mai, Narbonne qui remplace Otto, à Vienne (2). « Successivement, écrit Narbonne, j'ai fait articuler à M. de Metternich la cession des provinces illyriennes, la dissolution de la Confédération du Rhin, l'abandon des nouveaux départemens réunis (en 1810), la destruction du duché de Varsovie et l'agrandissement de la Prusse. » Il ne parle ni de l'Espagne, ni de la Hollande, ni de Rome, ni de l'Italie, ni de la restitution à l'Autriche de la Vénétie, de la Dalmatie, du Tyrol, du quartier de l'Inn; mais il fait pressentir que l'Angleterre exigera la Hollande et l'Espagne, que la Russie exigera... l'Italie, — et cela, le jour même où il l'indique à la Russie comme l'une des bases de la paix à proposer à Napoléon; — ni enfin de la restitution intégrale à la Prusse de ses anciens États, ce qui implique l'abandon de la Westphalie. Quatre jours après, il envoie Bubna près de Napoléon, et il restreint encore ses propositions, au moins par la forme vague qu'il y donne (3) : dissolution du duché de Varsovie, renonciation aux départemens réunis en 1810, Hambourg et les bouches de l'Elbe; l'Illyrie à l'Autriche, « avec une bonne frontière du côté de l'Italie. »

Pas un mot de la reconstitution de la Prusse, ni de la Hollande, ni de l'Italie, ni du Pape, ni de l'Espagne, ni même de la Confédération du Rhin. Bubna l'insinuera seulement, dans les conversations, « comme une réclamation probable » des puissances. Il proposera un congrès à Prague, précédé, si Napoléon le juge opportun, d'un armistice. Si Napoléon, prévenu par Narbonne, ne devine pas qu'au congrès les conditions seront développées étrangement, c'est qu'il a perdu sa clairvoyance habituelle, et, s'il l'a conservée, étant vainqueur sur l'Elbe, il refusera, persuadé qu'en fait, ce qu'on lui demandera, c'est l'abdication du Grand Empire en Hollande, en Allemagne, en Italie.

(1) François à Frédéric-Guillaume, 7 mai 1813.

(2) Rapport de Narbonne, 7 mai 1813.

(3) Instructions à Bubna, 11 mai 1813.

Les alliés avaient pris position à Bautzen, derrière la Sprée. Stadion rencontra Nesselrode à Gœrlitz, et il eut avec lui un premier entretien, le 13 mai. Au sortir de cette conférence, Nesselrode résuma, dans une note au tsar, les véritables conditions de l'Autriche : — 1^o rétablissement de l'Autriche dans l'état de puissance et d'étendue où elle était en 1805, avec, en Italie, la frontière du Mincio et du Pô ; 2^o reconstitution de la Prusse dans des proportions équivalentes à son état en 1806 ; 3^o dissolution de la Confédération du Rhin et restitution des pays annexés en 1810 ; 4^o anéantissement du duché de Varsovie. « Telles sont, ajoute Nesselrode, les conditions que le cabinet de Vienne regarde comme immédiatement autrichiennes. Si Napoléon ne les a point acceptées avant le 1^{er} juin, les armées autrichiennes agissent... » « Bien que les conditions ne seraient jamais acceptées par la France, l'Autriche désire que, pour lui faciliter les moyens de persévérer jusqu'au bout dans la ligne de conduite qu'elle s'est tracée, nous adoptions les formes par lesquelles elle croit devoir passer pour amener le passage de la médiation à la coopération... » Elle voudrait donc qu'en articulant ces conditions, la Russie y joignît « même des bases telles que l'indépendance de l'Espagne et des arrangemens pour l'Italie, nécessaires au rétablissement d'une paix stable. » Stadion, ajoute-t-il, est autorisé « à convenir des principes généraux d'un plan d'opérations ; » il ne demande aux alliés qu'un engagement, celui, « quels que puissent être les revers, » de pousser la guerre « avec persévérance et avec tous les moyens qui sont en leur pouvoir. »

Stadion rejoignit les alliés à Wurschen, le 14 mai. Nesselrode, adhérant à la proposition, déclara, par une note du 16 mai, que la Russie ajoutait aux quatre conditions ci-dessus : 5^o la séparation de la Hollande ; 6^o le rétablissement des Bourbons en Espagne ; 7^o l'Italie libre dans toutes ses parties du gouvernement et de l'influence de la France. Hardenberg accepta cette combinaison, au nom de la Prusse, avec cette clause qui sent la capitulation : « Cette paix devrait être acceptée, d'une manière tout à fait positive et sans délai, et la retraite des armées françaises doit suivre immédiatement l'adhésion de Napoléon. » La note de Nesselrode se terminait par ces mots significatifs : « Telles sont les *principales bases* que S. M. I. établit comme conditions *invariables*. »

Ces *bases principales et invariables* ne seront donc que les *bases d'une paix préliminaire*. L'Angleterre n'y est point comprise, et l'intervention de l'Angleterre, inévitable au cours des conférences, remettra tout en question. Les alliés y comptent et les pourparlers vont s'ouvrir avec les envoyés anglais. Les alliés ne s'engagent, en réalité, qu'à supprimer le Grand Empire, à titre de préliminaire de la paix. Ils se croient dorénavant sûrs de l'Autriche. Le 16 mai, Stadion assiste, chez Alexandre, à un conseil de guerre où Wolkonski, Toll et Knesebeck disposent un plan d'opérations qu'il transmet aussitôt à Vienne. Deux jours après, les plénipotentiaires anglais arrivent à Wurschen.

Tout est calculé pour attirer Napoléon dans le piège : propositions édulcorées de l'Autriche, afin de motiver la médiation et le congrès ; exigences croissantes, arrêtées secrètement, et qui l'amèneront, le congrès ouvert, à rétracter son acceptation. Si, par extraordinaire, il ne perce point la ruse, la prétention insolente de la Prusse, qui rappelle l'ultimatum de 1806, provoquera sa colère et le poussera à tout briser. Alors le tour sera joué. La France, à laquelle on ne fera connaître que les propositions ostensibles et restreintes de Bubna, saura que Napoléon a refusé cette paix modérée, conciliante, qui laisse à la France « la ligne du Rhin, plus la Hollande, le royaume de Westphalie, comme État allié, le Piémont, comme département français, la Toscane, Rome, la Lombardie, Naples, comme principautés de la famille, » tout l'essentiel du Grand Empire ; et que Napoléon a rompu l'alliance autrichienne pour s'être entêté au duché de Varsovie, aux villes hanséatiques, à la Confédération du Rhin, à l'Illyrie ; qu'il a méconnu les « admirables conseils donnés sincèrement, et accompagnés des formes les plus douces (1) » par Metternich, et contraint la loyale Autriche à passer aux coalisés, dans l'intérêt même de la France, que Napoléon ruine et perd par son ambition démesurée. Ainsi, ce jour même, 16 mai, où Bubna se présente au quartier général de Napoléon, afin de le persuader que, s'il adhère aux propositions restreintes de l'Autriche, l'Autriche posera sa médiation en sa faveur, neutre, au moins, si elle ne le soutient pas, Stadion établit au quartier général des alliés « une entente complète » sur des propositions infiniment

(1) Thiers, t. XV, p. 345.

plus étendues adresser à la France, et sur « la marche à suivre en commun si nos ouvertures, comme tout portait à le croire, étaient rejetées par Napoléon (1). »

II

« Vous commencez par me demander l'Illyrie, dit Napoléon à Bubna, le 16 mai, puis vous me demanderez le pays de Venise, puis le Milanais, la Toscane, et vous me forcerez à me battre contre vous ; il vaut mieux commencer par là... » Le lendemain, 17 mai, Caulaincourt, qui tenait l'office de secrétaire d'État aux Affaires étrangères en attendant l'arrivée de Maret, écrit à Narbonne : « Sa Majesté me prescrit de vous mander que, comme de raison, elle ne peut reconnaître aucune médiation armée. Il faut que l'Autriche s'explique sur ce qu'elle veut, car, depuis le Brabant jusqu'à la Toscane, depuis la Lorraine jusqu'à Venise, on peut lui supposer des vues d'intérêt. Sans doute, on pouvait mieux s'entendre. » Napoléon songe alors à se retourner vers Alexandre. Il dépêche Caulaincourt aux avant-postes russes. On l'y éconduit sèchement, on l'invite à envoyer ses propositions à l'Autriche. Le jour même, 20 mai, Napoléon bat les Prussiens et les Russes à Bautzen. Mais c'est encore une victoire incomplète. Napoléon manque de cavalerie. Ses conscrits sont fatigués. Il veut se procurer des renforts. Autour de lui, les généraux murmurent. « Mon ami, disait Duroc à Marmont, vers la fin de la bataille, l'Empereur est insatiable de combats, nous y passerons tous. » Et il tomba mort. Maret, qui arrive de Paris, le 22, répète ce qu'il a écrit déjà : « La confiance est ébranlée, »... « la modération qui aurait pu paraître sans dignité dans les revers, ne portera désormais aucune atteinte à votre gloire... » « cette paix, le seul vœu, le besoin pressant de la France... sera toujours une paix glorieuse (2). » Enfin Napoléon ne peut se persuader que François, le père de l'Impératrice, le grand-père du Roi de Rome, puisse jamais passer aux alliés : des procédures, des enchères, des marchandages de Metternich, mais la guerre, non ! tout au plus la neutralité. Sur cet article décisif, la clairvoyance lui manque ; l'orgueil et l'amour paternel offusquent

(1) Aperçu des transactions politiques du cabinet de Russie. — Négociations qui décidèrent l'Autriche à s'unir à l'alliance. *Société d'Histoire de Russie*, t. XXXI.

(2) Maret à Napoléon, 8 mai 1813.

sa vue, et les « admirables conseils sincèrement donnés » par Metternich portent ici leur effet.

Napoléon propose un armistice, et accepte, durant cet armistice, un congrès par l'entremise de l'Autriche. Il ne s'aperçoit pas que, pour se ménager des renforts, il facilite aux alliés leur concentration, il assure à l'Autriche le temps qu'il lui faut pour achever ses préparatifs et filer, en toute sécurité, sa défection. La négociation commença, le 30 mai, entre Caulaincourt, pour la France, Schouvalof et Kleist pour les alliés. « S'il eût continué la guerre, écrit un émigré français au service russe, Langeron, il nous eût forcés... ou à risquer sur-le-champ une troisième bataille, — et la supériorité des forces numériques des ennemis pouvait leur procurer un nouveau succès, et d'ailleurs nous n'avions plus de munitions, — ou à nous retirer derrière l'Oder. » « L'armistice fut heureusement conclu, rapporte un partisan russe, et tout changea de face (1). »

Les alliés en avaient grand besoin ; ils eurent l'art de le dissimuler. Au lendemain de Bautzen, ils avaient adressé à l'Autriche un appel désespéré. Metternich jugea aussi nécessaire de les tenir en confiance que de tenir Napoléon en suspens. Il décida l'empereur François à se rapprocher du quartier général russe. Ils partirent, le 1^{er} juin, pour le château du comte de Trautmansdorf, à Gitschin. En route, ils rencontrèrent Nesselrode, chargé de poser à Metternich ces questions : « L'Autriche tirera-t-elle l'épée ? Quelle est l'époque où l'Autriche commencera les hostilités ? » « D'après la courte conversation que j'ai eue avec le comte de Nesselrode, écrit Metternich à Stadion, le 3 juin, il me paraît hors de doute qu'il nous quittera satisfait et convaincu que *dans aucun cas nous n'abandonnerons la cause*. Nos militaires sont contents de la direction militaire que prennent les alliés... Ce qui nous semblerait mieux que toute autre chose, ce serait la conclusion de l'armistice. » A Reichenbach, où se trouvait Stadion, on délibérait le plan de campagne commune (2). L'Autriche, déclaraient les généraux autrichiens, Radetzky et Schwarzenberg, ne peut entrer en campagne avant le 20 juillet. Nesselrode écrit à Alexandre, le 5 juin, de Gitschin : L'empereur François répugne toujours à la guerre ; mais « la raison lui fait sentir qu'elle pourra seule le faire parvenir à son but... Il veut

(1) *Mémoires de Lœwenstern.*

(2) Stadion à Mette nich, 9 juin 1813.

toutefois épuiser les moyens de paix... » Ce qui ramenait aux délais et aux « formes » de Metternich. Mais, en principe, la question était résolue.

L'armistice fut signé le 4 juin, à Pleiswitz, il devait durer jusqu'au 20 juillet, époque fixée alors par l'Autriche pour l'achèvement de ses préparatifs. On peut juger de la satisfaction qu'en éprouvèrent les alliés, par cette note écrite sous les yeux d'Alexandre : « Parmi les avantages qui en résultent, il faut certainement placer en première ligne qu'il nous fait gagner le temps de fixer d'une manière irrévocable nos rapports avec l'Autriche... Nous avons la certitude de continuer la guerre avec la coopération de l'Autriche, à moins que le parfait accord qui règne entre elle et nous en impose à Napoléon, au point de le faire souscrire à une paix honorable pour la Russie, avantageuse pour ses alliés, et salutaire pour l'Europe... Une accession à l'alliance qui subsiste entre la Russie et la Prusse se négocie déjà avec le comte de Stadion pour le cas de guerre, et le général Phull part aujourd'hui pour Prague afin de convenir, avec le prince Schwarzenberg, d'un plan d'opérations. »

Le courrier de Schouvalof apportait au tsar, en même temps que les détails de la négociation, des renseignemens inappréciables pour les alliés, sur l'état des esprits autour de Napoléon (1). Alexandre tenait Caulaincourt en estime particulière, tant pour les agrémens de son commerce que pour les preuves de confiance qu'il avait reçues de lui (2). « Dans des conversations secrètes, rapporte Nesselrode, il avait rendu l'empereur Alexandre attentif aux dangers dont l'ambition de son maître menaçait la Russie. Au printemps de 1810, l'empereur Napoléon, mécontent de sa correspondance, l'avait rappelé... L'empereur Alexandre, ne voulant pas perdre une source d'informations si précieuse, l'engagea à se servir, à son retour, de mon entremise pour les lui faire parvenir. » Nesselrode, alors conseiller d'ambassade à Paris, entretenait une correspondance secrète avec le tsar, par l'intermédiaire de Speranski. « C'étaient mes entretiens avec M. de Talleyrand et quelques autres personnes, opposées à la croissante ambition de Napoléon, qui en firent les frais. A cette opposition s'était rallié M. de Caulaincourt »... « Tous ces hommes ne croyaient pas trahir leur maître, mais le pré-

(1) Rapports de Schouvalof, 31 mai et 1^{er} juin 1813, en français.

(2) *Lettres et papiers du comte de Nesselrode*, t. II : Autobiographie, Paris, 1904.

server de la fougue de ses passions en l'empêchant de poursuivre ces guerres perpétuelles qui dépeuplaient la France, l'appauvri-saient, et pouvaient finir par d'épouvantables catastrophes (1). » Caulaincourt, dans le tête-à-tête avec Schouvalof, avait repris, tout naturellement, ses conversations avec Nesselrode, sûr, dit-il, que ses confidences ne seraient rapportées qu'au seul Em-pereur. « Tâchons de nous arranger. L'empereur Napoléon a, je crois, consenti à la médiation de l'Autriche... Profitons du moment, il est bon, nous sommes dans un instant de faiblesse... Quand nous avons des succès, on ne peut plus nous faire en-tendre raison... N'oubliez pas ce que je vous dis, il nous viendra des renforts considérables... » Il le disait le 30 mai; il ajouta, le 1^{er} juin : « Si vous êtes sûrs que l'Autriche agisse avec vous, vous faites bien de ne pas songer à faire la paix avec nous; mais si vous n'en êtes pas sûrs, vous n'avez pas de temps à perdre... » Il poussa si loin que Schouvalof, qui n'était point dans le secret, se demanda si ce n'étaient point des strata-gèmes pour savoir où les alliés en étaient avec l'Autriche, et s'assurer de leur impuissance à prendre l'offensive « avant que l'armée autrichienne ne commence ses opérations. » En un mot, écrit-il, « on dirait, à l'entendre, qu'il désire un grand échec pour l'armée française, afin de conclure la paix au plus vite. » L'échec n'eût été que le moyen, et le pire; mais la paix, au plus vite, était bien l'objet des insinuations de Caulaincourt, et l'on le verra, tout à l'heure, par sa conversation, à Prague, avec Metternich, qui est dans le même style.

III

L'armistice ne fut qu'un rideau. Derrière, pendant l'entr'acte se passent les scènes capitales de la tragédie. L'empereur Fran-çois demeura à Gitschin, où l'entourait une petite cour, princi-palement des militaires qui, sous le manteau, préparaient les opérations communes. Le langage paraît étrangement changé, dans ces conférences, depuis 1805 et 1806 : il n'y est plus ques-tion que de l'offensive, de chasser l'ennemi hors de la patrie.

(1) « Son opinion (du tsar) n'a été démentie dans aucune circonstance... Le courage avec lequel il (Caulaincourt) a combattu, dans tous les temps, les idées exagérées de Bonaparte et toute l'atrocité de son système... » Nesselrode à Pozzo di Borgo, 22 juin 1814. Polovtsoff.

C'est dans cet esprit que Radetzky compose un mémoire, daté du 10 juin, et que Schwarzenberg conçoit le plan qu'il présente, le 13, à l'Empereur. Ce plan est adopté le 15, dans un conseil auquel assiste Metternich.

Dans le même temps, ce ministre poursuit avec Nesselrode la négociation très scabreuse des « bases de paix » à poser à Napoléon et qui formeront le pivot du mouvement tournant de l'Autriche. Il distingue celles que l'Autriche posera en condition *sine qua non* et qui, si Napoléon les refuse, emporteraient l'adhésion immédiate de l'Autriche à la coalition, et celles dont elle ne ferait pas un *casus belli* immédiat, mais que les alliés se réserveraient de découvrir, selon les événemens, au cours des conférences, si Napoléon acceptait la médiation et le congrès. Il en fit, le 7 juin, une note que Nesselrode emporta à Reichenbach, où se trouvaient Alexandre et Frédéric-Guillaume. Cette note se terminait par la proposition à la Russie et à la Prusse de conclure un traité éventuel *pour le cas de guerre*. L'ouverture fut acceptée, et Stadion reçut les pleins pouvoirs nécessaires.

Les conférences s'ouvrirent le 10 juin à Oppontschna, entre Nesselrode, Hardenberg et Stadion. Dans une dépêche adressée à Stadion, le 14 juin, Metternich lui mande que la négociation qui va s'ouvrir « laisse à l'Angleterre la faculté d'y intervenir. Les alliés, en traitant, en première ligne, des objets qui se raccordent avec les vues de l'Angleterre, ne s'en séparent ni pour la forme, ni pour le fond. Ainsi les engagements de la Russie et de la Prusse, envers l'Angleterre et la Suède (1), restent en entier. »

Ces engagements avec l'Angleterre, dont le premier fut signé précisément le jour où Metternich faisait cette déclaration, forment les pièces d'une haute procédure diplomatique qu'il faut suivre de près, les textes sous les yeux.

Les plénipotentiaires anglais étaient à Reichenbach depuis les derniers jours de mai. C'est avec les Prussiens qu'ils s'abouchèrent d'abord. Ils refusèrent de verser une livre sterling avant que les Prussiens eussent reconnu les droits de la maison de Hanovre et consenti à l'abandon des territoires destinés à l'accroissement du futur royaume de Hanovre, l'évêché de Hil-

(1) Suède et Russie, 5 avril, 15 juin 1812; Suède et Angleterre, 9 mars 1813 : promesse de la Norvège à la Suède.

desheim et l'Ost Frise, pays réunis, soit à l'Empire français, soit au royaume de Westphalie, et qu'il s'agissait de reconquérir. Les Prussiens se débattaient dans l'extrême nécessité : ni argent, ni armes, ni munitions. Ils passèrent par où voulurent les Anglais ; les Anglais, par réciprocité, leur apportèrent une garantie considérable, celle du traité de Kalisch, c'est-à-dire la reconstitution de la Prusse dans des conditions au moins équivalentes à celles de 1806. La Prusse s'oblige à mettre 80 000 hommes en campagne, moyennant 666 616 livres sterling ; ce traité fut signé le 14 juin.

Le lendemain, 15 juin, à Reichenbach également, les Anglais signèrent avec la Russie. L'Angleterre paie 1 333 333 livres, plus 500 000 livres destinées à l'entretien de la flotte russe qui est mise à la disposition de l'Amirauté britannique. La Russie s'engage à procurer l'agrandissement de la maison de Hanovre. Enfin, l'article essentiel, identique dans les deux traités, qui les joint ensemble, les lie avec le traité de Kalisch et en fait le fondement de la coalition.

ARTICLE VII. — Les deux hautes parties contractantes, — la Prusse et l'Angleterre, l'Angleterre et la Russie, — agiront dans le plus parfait concert, quant aux opérations militaires, et se communiqueront franchement ce qui concerne leur politique. *Elles s'engagent surtout réciproquement à ne point négocier séparément avec leurs ennemis communs, à ne signer ni paix, ni trêve, ni convention quelconque, autrement que d'un commun accord.*

Or, le traité de Kalisch portait :

ARTICLE VI. — Sa Majesté le roi de Prusse et Sa Majesté l'empereur de Russie *s'engagent réciproquement à ne point négocier en particulier avec l'ennemi, à ne signer ni paix, ni trêve, ni convention quelconque, autrement que d'un commun accord.*

Ainsi, la Prusse ne peut négocier ni traiter sans la Russie, la Prusse et la Russie ne peuvent négocier ni traiter sans l'Angleterre ; il s'ensuit que les trois puissances sont entièrement liées pour la négociation, comme pour la paix. Ces arrangements annulent d'avance, en tant que définitives, les propositions que Metternich pourra faire à Napoléon, aussi longtemps que l'Angleterre ne les aura point acceptées. Sans cette acceptation de l'Angleterre, celle de la Russie ne vaut, non plus que celle de

la Prusse. Voilà ainsi dissipée l'équivoque de cette médiation et de ce congrès sur lesquels on a tant disputé en partant de ce triple postulat, que les propositions de Metternich étaient sincères et définitives, que les alliés leur attribuaient ce caractère, et que, si Napoléon, prenant Metternich au mot, les acceptait purement et simplement, la guerre finirait aussitôt sur le continent, par une paix encore très avantageuse pour la France.

On stipula dans le traité entre l'Angleterre et la Prusse qu'il serait communiqué à l'Autriche. Metternich vint à Oppontschna fort à propos pour en recevoir communication. Il apportait les fameuses *bases préliminaires* à proposer à Napoléon. Les trois commissaires les avaient élaborées, à Reichenbach, les 10 et 12 juin, non sans efforts et tiraillemens. L'Autriche notifiera à Napoléon les bases qu'il devra accepter avant le 20 juillet et qu'elle considère comme « condition *sine quâ non* de la paix : »

- 1° La dissolution du duché de Varsovie;
- 2° L'agrandissement de la Prusse, en suite de cette dissolution, et par la cession de la ville et du territoire de Dantzic;
- 3° La restitution des provinces illyriennes à l'Autriche;
- 4° Le rétablissement des villes hanséatiques, au moins de Hambourg et de Lubeck, comme villes indépendantes, et un arrangement sur la cession des autres parties de la 32^e division militaire.

Ces termes embrassaient les départemens formés, en décembre 1810, savoir : de la Lippe avec Munster, de l'Ems oriental avec Emden, de l'Ems supérieur avec Osnabrück, des Bouches du Weser avec Brême, des Bouches de l'Elbe avec Hambourg, les deux premiers, Lippe et Ems oriental, comprenant les pays de Hanovre et Ost Frise, que la Russie et l'Angleterre s'étaient déjà engagées à faire restituer au Hanovre.

Ces points posés, venaient ceux sur lesquels l'Autriche ne s'engageait que sous réserve :

- 5° La dissolution de la Confédération du Rhin. L'Autriche poussera son insistance jusqu'au point de la rupture des négociations.
- 6° La reconstitution de la Prusse, en se rapprochant autant que possible de son étendue avant 1807. L'Autriche soutiendra cette question avec la même chaleur que la précédente.

Les Prussiens avaient élevé des objections très fortes sur la réduction de l'ultimatum autrichien aux quatre premiers points. Interpellé par Hardenberg, Stadion dut les rassurer, et il le fit

en termes positifs : « En énonçant les quatre premiers points dont Sa Majesté l'empereur d'Autriche ferait sa propre cause, Elle avait déclaré en même temps qu'elle soutiendrait encore les deux suivans de tout le poids de sa médiation, *qu'il ne pouvait donc jamais être question d'aider l'empereur Napoléon par la force des armes,...* mais que les deux cours ne devaient compter sur les efforts militaires de l'Autriche que pour les quatre premiers points. »

La paix que l'on va négocier, dit encore Hardenberg, doit être autre chose qu'un mauvais armistice. L'Angleterre ne se contentera jamais des quatre premiers points, et l'on sera privé des subsides anglais, qui sont si nécessaires. Nesselrode appuya ces observations et, finalement, les deux alliés de Kalisch déclarèrent « *n'accepter la négociation que sous la forme de traités de points préliminaires, qui prépareraient la paix générale, dans le cas où l'Angleterre y voudrait prendre part.* » En conséquence ils stipulèrent :

Les deux cours ne regardant la négociation ouverte en ce moment que comme des *préliminaires*, toute condition au delà de celles proposées par l'Autriche resterait encore à traiter au moment où l'Angleterre prendrait part à la négociation et aurait à négocier sur de toutes nouvelles bases, celles des compensations de la paix maritime, réunie à la paix continentale.

On résolut d'inviter l'Angleterre et la Suède à la négociation. Enfin « la transaction définitive à conclure avec Napoléon devait être précédée de l'exécution des articles préliminaires et devait comprendre, outre les quatre points, l'évacuation des forteresses prussiennes de l'Oder et de Dantzig. » Toutes ces précautions, et, en particulier, la dernière, n'avaient qu'un objet : la crainte que Napoléon acceptât les quatre premières conditions. Metternich reçut une impression très vive de ces craintes, lorsque, le 17 juin, il se présenta chez Alexandre. « Mais, dit le tsar, que deviendra notre cause, si Napoléon accepte la médiation? — S'il la décline, répondit Metternich, l'armistice cessera de plein droit, et vous nous trouverez dans les rangs de vos alliés; s'il l'accepte, la négociation montrera, à n'en pouvoir douter, qu'il ne veut être ni sage, ni juste, et le résultat sera le même. En tout cas, nous aurons ainsi gagné le temps nécessaire pour pouvoir établir notre armée dans des positions d'où nous pourrions prendre l'offensive. » On y gagnerait de l'avoir engagé dans les négocia-

tions, d'avoir fait luire l'espoir de la paix devant ses armées, ébranlé ses maréchaux, qui étaient las, gagné ses ministres, qui ne respiraient que traités, enfin de l'avoir compromis devant le parti de la paix, qui gagnait tous les jours, qui le rendait seul responsable de la continuation de la guerre et ne lui pardonnerait jamais de refuser d'aussi belles conditions. On le séparerait de la France, ce qui équivaldrait à le tourner militairement et à le prendre à revers. L'art consisterait à présenter aux Français les quatre points comme les seules conditions du traité, à ne point leur parler de *préliminaires*; à persuader cependant l'armée et le public qu'il s'agissait de la paix totale, de la paix définitive; un mot : Oui, et la paix était conclue. Metternich excellait à ces fantasmagories.

Mais, en même temps, il s'engageait de plus en plus avec les alliés. Le 18 juin, les *bases*, avec leurs réserves et gradations, furent définitivement arrêtées. Metternich proposa au tsar d'envoyer un de ses officiers de confiance à l'état-major de Schwarzenberg, celui du ci-devant corps auxiliaire, « qui ne ferait plus qu'un avec celui, — l'état-major, — de l'empereur François. » Sur quoi, il partit de Gitschin. Mais à peine avait-il tourné la tête, que Nesselrode lui adressait une note, datée du 19 juin. Le tsar déclare à l'empereur François « qu'il lui est impossible de conclure la paix avec la France sur les conditions qui forment le *sine qua non* de l'Autriche... Toute paix ne serait qu'une trêve... si, pour résultat final de tant d'efforts et de sacrifices, des *barrières puissantes* ne se trouvaient pas élevées contre la France. » Ce qu'il entendait par là, c'étaient les *barrières* du traité d'avril 1805 avec l'Angleterre, celles que posait Nesselrode en décembre 1812, c'est-à-dire le retour de la France à ses anciennes limites, au moins à la ligne de l'Escaut.

Metternich reçut cette note à son retour à Gitschin, le 21. Il y trouva aussi une lettre de Maret l'invitant à se rendre près de Napoléon à Dresde. Il ne voulut affronter cette rencontre qu'après avoir tout tiré au clair avec les alliés. Nesselrode lui en facilita le moyen. Il arriva, le 23, avec un projet de convention entre la Russie, la Prusse et l'Autriche, préparé dans une conférence tenue à Oppontschna, le 21. Metternich pensait, comme il l'a répété mainte fois, que la paix ne pourrait être assurée « que par le retour de la France, de l'Autriche et de la Prusse à leurs anciennes limites. » Mais le déclarer d'avance eût

été soulever l'opinion en France, rendre la guerre populaire, réunir Napoléon et le peuple français, et rompre les plus habiles et les plus efficaces des combinaisons de sa diplomatie. Il endocрина Nesselrode; il fit, le 24 juin, à l'empereur François un rapport qui leva les dernières hésitations de ce souverain. Par voie de conséquence, il pressa l'accession de Bernadotte, et ses mouvemens. « J'avoue que je compte prodigieusement sur l'effet de sa coopération (1). » Effet militaire d'abord, effet politique surtout. Puis, convaincu, sinon d'abuser, au moins de dérouter Napoléon, il obtint de François cette déclaration : « La guerre une fois commencée, les trois cours alliées poseront pour but de leurs efforts communs les articles énoncés par les cabinets russe et prussien dans leurs notes du 16 mai, *en leur donnant la plus grande étendue.* » Or, la note du 16 mai expulsant la France de l'Allemagne, de la Hollande et de l'Italie, cette *plus grande étendue* à donner à la paix s'entendait aisément de la rive gauche allemande du Rhin et de la Belgique. L'accord qui s'établit sur ce principe entre Metternich et Nesselrode reçut l'approbation de l'empereur François. Ainsi furent dressés les articles d'un traité, en vue du cas où Napoléon repousserait les conditions de l'Autriche. L'article premier porte :

S. M. l'empereur d'Autriche, ayant invité les cours de Russie et de Prusse à entrer sous sa médiation en négociation avec la France *pour une paix préalable* et qui puisse servir de *base à une paix générale*, et S. M. ayant fixé les conditions qu'Elle croit nécessaires au rétablissement d'un état d'équilibre et de tranquillité durable en Europe, Elle s'engage à déclarer la guerre à la France et à joindre ses armes à celles de la Russie et de la Prusse, si, jusqu'au 20 juillet de cette année, la France n'a point accepté ces conditions.

Ces conditions, ce sont les *quatre* points. Il n'est dit nulle part que la Russie et la Prusse les acceptent définitivement, qu'elles s'en contentent, qu'elles n'en exigent pas d'autres; il est bien stipulé, au contraire, que ces quatre points ne représentent que les conditions *d'une paix préalable, pouvant servir de base à une paix générale*, et, pour bases de cette paix, l'Autriche déclare, en prévision du refus de Napoléon, accepter déjà « les articles énoncés par les Cabinets russe et prussien dans leur note

(1) A Stadion, 23 juin 1813.

du 16 mai, en leur donnant la plus grande étendue (1). » Dans cette étendue rentrent implicitement les « barrières puissantes » de la note russe du 19 juin et les exigences éventuelles de l'Angleterre, sans laquelle la Prusse et la Russie se sont engagées à ne point négocier ni signer la paix. L'Autriche s'engage à son tour « à n'entrer dans aucun arrangement ou négociation, que d'un commun accord avec la Prusse et la Russie, » c'est-à-dire avec l'Angleterre, puisque ni la Prusse ni la Russie ne peuvent négocier sans l'Angleterre. L'Autriche emploiera à la guerre toutes les forces dont elle pourra disposer, qui se joindront à 150 000 Russes, au moins, et à 80 000 Prussiens.

Ces accords étaient *arrêtés* le 24 juin, lorsque Metternich partit pour Dresde; mais ils n'étaient pas *signés*; ils ne le furent, à Reichenbach, que le 27, après l'entrevue de Metternich et de Napoléon. Cet artifice de chancellerie permit à Metternich de parler à l'Empereur avec l'autorité d'un coalisé, et d'attester, au besoin, son honneur de comte allemand, que l'Autriche se trouvait *encore libre de tout engagement*.

IV

Muni de ce talisman qui le rendait invulnérable et, au besoin, invisible, Metternich se mit en état d'affronter Napoléon, de le troubler, de le forcer à trahir ses vues cachées et de l'attirer dans l'impasse. Avant tout, découvrir ses conditions de paix et apprécier, par là, combien il faudrait poser de *points* : quatre, cinq ou six, pour être sûr qu'il refuserait. Napoléon le reçut le 26 juin. Dans cet entretien fameux, Metternich se montra comédien consommé et Napoléon joua au naturel, avec emportement, son personnage tragique. L'Autrichien connut ce qu'il voulait savoir. « Convenez-en : depuis que l'Autriche a pris le titre de médiateur, elle n'est plus de mon côté, elle n'est plus impartiale, elle est ennemie... » « Au fait, vous voulez l'Italie, la Russie veut la Pologne; la Prusse, la Saxe; et l'Angleterre

(1) Article VI du traité de Reichenbach. — « Le comte Metternich a été d'accord que les six conditions autrichiennes ne feraient que la base d'un traité préliminaire qui ensuite servirait de base à la négociation générale qui est le but des coalisés. Il est également d'accord que le traité préliminaire doit être mis en exécution sur-le-champ. » Hardenberg à Münster, 21 juin, après une conversation avec Metternich.

veut la Hollande et la Belgique... Vous n'aspirez tous qu'au démembrement de l'Empire français... Et il me faudrait évacuer l'Europe dont j'occupe la moitié, ramener mes légions la crosse en l'air derrière le Rhin, les Alpes et les Pyrénées... m'en remettre pour un avenir douteux à la générosité de ceux dont je suis aujourd'hui le vainqueur... Dans quelle attitude veut-on me mettre devant le peuple français? L'Empereur s'abuse étrangement s'il croit qu'un trône mutilé puisse être en France un refuge pour sa fille et son petit-fils... » Il déclara : « Je ne céderai pas un pouce de terrain... Je fais la paix sur le *statu quo ante bellum*. » Une partie du duché de Varsovie à la Russie, soit. Mais à la Prusse, rien ; à l'Autriche rien, pas même l'Illyrie. Quant à la médiation, il ne l'accepta ni ne la déclina formellement. Metternich demeura à Dresde, filant, avec Maret, des notes de procédure. Il attendait un courrier de Schwarzenberg, à qui il avait demandé combien de temps, au delà du 20 juillet, terme de l'armistice, il faudrait encore à l'Autriche pour être prête à entrer en campagne. La réponse porta : vingt jours. Sur quoi, Metternich, le 29 au soir, annonça son départ pour le lendemain matin. Napoléon luttait contre ses maréchaux, contre ses conseillers, Berthier, Caulaincourt, « qui exprimaient, dit Metternich, leurs inquiétudes toujours plus vives. » Il luttait surtout contre lui-même, persuadé que les armes, qui avaient tout fait, pouvaient seules tout maintenir ; que négocier équivalait à tenir conseil dans les places assiégées, à s'acheminer à une capitulation, et que, si la brèche s'ouvrait quelque part, tous les assaillans y passeraient. Dans la nuit du 29 au 30, il changea brusquement d'avis : l'espoir d'entraîner l'Autriche à prolonger la négociation et, le terme venu, si les alliés dénonçaient l'armistice, l'espoir que l'Autriche demeurât neutre et le laissât, grâce aux renforts qu'il recevrait, maître d'écraser les Russes et les Prussiens (1). Le 30, au matin, il fit appeler Metternich et, séance tenante, une convention fut signée : la médiation de l'Autriche pour la paix générale ou continentale, un congrès à Prague, et, verbalement, l'armistice prolongé par la France au 10 août, l'Autriche se réservant de faire prendre le même engagement par la Russie et par la Prusse. « J'ai réussi, écrivit Metternich à son père, par le coup le plus hardi, par une prolongation de l'armistice de

(1) Maret à Narbonne, 23 juillet 1813, rétrospective.

vingt jours, que j'ai pris sur moi de stipuler au nom des puissances, sans leur dire un mot, car, de leur côté, la chose devenait impossible. »

Elles marchandèrent fort, et jusqu'à la dernière heure, leur ratification ; elles exigèrent, pour la donner, de nouveaux gages de l'Autriche. Ce délai, consenti par Napoléon dans l'illusion, encouragée par Metternich, de se procurer l'alliance ou de s'assurer la neutralité de l'Autriche, Metternich l'employa, d'accord avec les alliés, à préparer l'agression formidable des trois armées contre Napoléon, et la diversion dangereuse de Bernadotte, dans le Nord de l'Allemagne. Bernadotte vint au quartier général des alliés, à Trachenberg, où des conférences eurent lieu entre les officiers qui avaient, à Wurschen, le 16 mai, élaboré le premier plan de guerre. Un protocole fut dressé le 12 juillet. Les Autrichiens n'y signèrent pas, mais il réglait leur rôle dans la guerre comme si, d'ores et déjà, ils étaient coalisés. Or, on ne peut admettre qu'on disposât ainsi de leurs armées sans leur consentement et sans que Stadion, présent à Trachenberg, en fût averti. L'armée de Silésie, est-il stipulé, se mettra, « avant l'expiration de l'armistice, en mesure de se joindre, dans le plus bref délai, à l'armée autrichienne, afin de former avec celle de Bohême un total de 200 à 220 000 combattans. » L'armée autrichienne, réunie à l'armée alliée, débouchera, d'après les circonstances, ou par Eger, ou dans la Saxe, ou dans la Silésie, ou du côté du Danube. Le 25 juillet, après une conférence entre Metternich et Radetzky, il fut décidé que le corps russe « destiné à se rendre en Bohême pour lier ses opérations à celles de l'armée autrichienne pourrait y entrer dès le 10 août, si, le 9, la paix préliminaire n'était pas signée. » A ce prix seulement, les alliés consentirent à ratifier la prolongation de l'armistice au 10 août (1).

L'Angleterre dit alors son mot, qui, désormais, dans toutes les affaires de la coalition, sera le dernier. Le général anglais Nugent se trouvait à Prague, en correspondance avec lord Cathcart, resté près des alliés. Ce lord lui communiqua des instructions, en date du 5 juillet, qu'il avait reçues de Castlereagh ; Nugent en conféra avec Metternich. L'Angleterre s'appropriait le programme russe et prussien du 16 mai, celui-là même que, dans le traité de Reichenbach, du 29 juin, l'Autriche avait éven-

(1) Convention de Neumareck, 20 juillet 1813.

taellement adopté et auquel les alliés se réservaient de donner « la plus grande étendue. » Ainsi l'Autriche n'a pas encore notifié à Napoléon ses quatre points préliminaires et il est déjà convenu que, sur quatre alliés, trois ne concluront pas la paix à ces conditions-là. Il suffira que Napoléon refuse à cet étrange médiateur le minimum, pour que le médiateur se joigne aux coalisés et exige le maximum. Au cours de l'entretien, comme Nugent exprimait quelques craintes que l'arrivée à Prague de Caulaincourt, plénipotentiaire de Napoléon, ne retardât ou n'empêchât la guerre : — « Cela, lui répondit Metternich, ne fera point de différence, car les conditions proposées sont telles qu'elles seront très difficilement acceptées, et, en outre, elles peuvent être aggravées (1). » L'empereur François donna son approbation le 1^{er} août. « Jamais, dit Metternich, un monarque n'a eu comme lui *des entrailles d'État!* »

Le ton s'élève. Le comte Hardenberg écrit à Münster, le 28 juillet : « Aujourd'hui on ne parle que guerre et de sa nécessité. Le comte Metternich répète à chaque occasion qu'il ne s'embarrasse plus de correspondance et de mots, ni de *quatre* ou *six* conditions de paix ; qu'il faut la guerre, et qu'il ne tardera pas au delà du 10 août de se décider. » Il ne s'agissait plus que de gagner ce 10 août, c'est-à-dire de s'acheminer à la rupture en y mettant les formes et en rejetant toute la responsabilité sur Napoléon. Ce fut tout l'objet des pourparlers que l'on a très improprement appelés le Congrès de Prague, car ce congrès, *dérisoire*, selon le mot de Nesselrode, ne délibéra jamais, et, de toutes les « formes » de la procédure de Metternich, la plus simple à la fois et la plus efficace fut de ne révéler et notifier à Napoléon les fameuses *bases* qu'à la dernière heure, quand il restait à peine le temps de répondre par retour des courriers.

V

Caulaincourt arriva le 28 juillet à Prague, où il trouva Narbonne, désigné aussi comme plénipotentiaire. « D'après ce que M. de Narbonne m'a dit, écrivit-il à Maret, on est ici sur un volcan ; les momens sont comptés ; nos retards ont fait un mauvais effet. Tout ce que j'apprends me fait doublement re-

(1) Castlereagh à Cathcart, 5 juillet ; Nugent à Cathcart, 27 juillet ; Cathcart à Castlereagh, 6 août 1813.

gretter que l'Empereur vous ait, comme à moi, lié les mains plus qu'il ne l'avait promis (1). » Navré de se voir « sans moyens de faire le bien, » tel qu'il le concevait, il se les attribua de son autorité propre, et, le jour même de son arrivée, il renouvela avec Metternich les insinuations faites naguère à Schouvalof. Comme Metternich lui rendait sur-le-champ, selon l'usage, sa visite officielle, ils se trouvèrent seuls un moment. « Dépouillant son caractère diplomatique (2), » Caulaincourt demanda à l'Autrichien s'il n'était pas étonné de le voir à Prague. Metternich répondit qu'il regardait sa nomination « comme des plus heureux acquis. » — « Assurément, reprit Caulaincourt, si vous parlez au point de vue des intentions. Je vous parle aujourd'hui en ancien ami et à l'homme qui connaît aussi bien les individus et les questions que moi. Nous causerons demain comme plénipotentiaires. Eh bien! que pensez-vous de la paix? — Elle dépend d'un seul homme. — Tout dépend, reprit Caulaincourt, du moment où l'Empereur aura à prononcer son dernier mot... Êtes-vous décidé à ne pas accepter une neutralité pour laquelle on vous offrira des avantages, et à nous faire la guerre, ou non? » On signifiait l'empereur des Français; Metternich s'étonna de la question : son maître, dit-il, agira en grande puissance. « Alors, reprit Caulaincourt, aurons-nous peut-être la paix. Je ne doute pas de votre détermination; mais n'en laissez également pas de doute à Napoléon. Il croit que vous voulez la paix ou, à son défaut, une neutralité bien payée. » Caulaincourt avoua que sa seule instruction consistait à amuser le tapis. Il engagea Metternich à demander « tout ce qui est juste et surtout ce qui présente l'idée d'une véritable base de pacification; vous l'obtiendrez plus facilement que peu, parce que Napoléon en dira : l'Autriche est décidée à la guerre plutôt qu'à une trêve. Si vous lui demandez peu, ... il ne fera aucun sacrifice. » Aurait-il ajouté, comme Metternich le raconta au plénipotentiaire russe, Anstett : « Dites-moi seulement si vous avez assez de troupes pour nous rendre une bonne fois raisonnable? » — « Soyez tranquille, répondit, en tout cas, Metternich, vous serez servi à souhait (3). » En prenant congé, Caulaincourt ajouta cette déclaration : « Vous ne voyez pas en moi le représentant des lubies de l'Empereur, mais de son intérêt

(1) Caulaincourt à Maret, 28 juillet 1813.

(2) Rapport de Metternich à François II, 28 juillet 1813, en français

(3) Rapport d'Anstett, 28 juillet 1813.

véritable et de celui de la France. Je suis tout aussi Européen dans les questions présentes que vous pouvez l'être. Ramenez-nous en France par la paix ou par la guerre, et vous serez béni par 30 millions de Français et par tous les serviteurs et amis éclairés de l'Empereur. »

Ces propos trop significatifs, tenus à un homme qui, depuis 1808, suivait de si près les manœuvres de Talleyrand et de son parti, donnèrent à Metternich de singuliers encouragemens pour l'opération difficile qui lui restait à accomplir, dépouiller l'équivoque dont il s'était si longtemps enveloppé et déclarer, formellement, quel serait, après le 10 août, le rôle de l'Autriche. Il le fit, le 30 juillet, dans une conversation avec Narbonne et Caulaincourt, où l'honneur intervient avec indiscretion (1) : « Ce ne sera probablement que dans la journée du 10 que nous saurons la pensée de l'Empereur, et cette journée peut être la paix comme la guerre. Mais soyez bien persuadés que, passé cette journée du 10, rien ne peut faire prolonger l'armistice. *Je vous donne ici ma parole que nous arriverons à cette époque sans que l'Autriche ait l'ombre d'un engagement avec aucune autre puissance*, et que ce n'est qu'en cet instant qu'il sera décidé avec qui nous nous battons. Nous désirons entièrement que ce ne soit pas contre vous, mais nous avons bien de la peine à l'espérer. Ce qui est impossible, c'est que nous restions neutres... »

Le même jour, il écrit à Stadion au quartier général des alliés : « M. de Caulaincourt, qui est animé du meilleur esprit... m'a confirmé que, depuis mon voyage à Dresde, Napoléon est dans l'illusion la plus complète sur la véritable position des choses. Il paraît aussi complètement convaincu à l'heure qu'il est que l'Autriche ne prendra jamais fait et cause contre lui, qu'il nourrissait la conviction à Moscou que l'empereur Alexandre se prêterait à la paix... »

Le 6 août, Caulaincourt reçut une dépêche de Maret, l'invitant à poser cette question à Metternich : « De quelle manière l'Autriche entend que la paix peut se faire et si, l'empereur Napoléon adhérant à ses propositions, l'Autriche ferait cause commune avec nous ou si elle resterait neutre? » — « dans trois jours notre réponse serait donnée... Sa Majesté désire que M. de Metternich soit très sûr de l'approbation de l'empereur d'Autriche. »

(1) Rapport de Caulaincourt et de Narbonne, 30 juillet. — Caulaincourt à Napoléon, 30 juillet 1813.

Metternich en était parfaitement sûr, mais il jugea fort expédient de l'aller quérir à Brandeis, où se trouvait François II. Il estimait naguère très douteux « qu'il fût même physiquement possible d'arriver à une conclusion en cinq jours de temps (1). » Il n'en restait plus que quatre, Napoléon lui fournissait l'occasion d'en gagner deux.

Revenu le 8 à Prague, il se mit d'accord avec Humboldt et Anstett, envoyés de Prusse et de Russie, et il se rendit ensuite chez Caulaincourt (2). Après lui avoir demandé le secret, ce qu'il allait dire « ne devant jamais être cité, » il poursuivit : « L'Autriche n'est encore liée ni avec la Russie, ni avec la Prusse. » Elle le sera « à la cause de l'Europe, si la paix n'est pas faite le 10. » Puis il lut les instructions de l'Empereur : « Connaissant par des explications confidentielles les conditions que les cours de Russie et de Prusse *paraissent* mettre à des arrangemens pacifiques, et m'unissant à leur point de vue,... je ne balance point à énoncer mon ultimatum. J'attends un *oui* ou un *non* dans la journée du 10... Je suis décidé à déclarer dans la journée du 11... que je joins mes forces à celles des alliés. »

Caulaincourt avait engagé Metternich à forcer la note. Metternich, qui connaissait très bien Napoléon, ne pouvait pas se flatter de l'intimider en élevant les exigences, tout au contraire. Mais, persuadé que des conditions, même rigoureuses, seraient approuvées en France, et que, de toute façon, on reprocherait à Napoléon de les avoir repoussées, il n'avait pas hésité à conseiller à son maître de porter les points de quatre à six : moyen infaillible, selon lui, de décider le refus. Il indiqua donc les conditions suivantes : « Je les ai écrites d'après ce qu'il m'a dit, » rapporte Caulaincourt : — Dissolution du duché de Varsovie, — Dantzig à la Prusse, — restitution de la 32^e division militaire, — renonciation au protectorat de la Confédération du Rhin, reconstitution de la Prusse avec une frontière tenable sur l'Elbe, — cession des provinces illyriennes à l'Autriche, — garantie de l'état de possession des puissances grandes et petites. Metternich ajouta, « d'ordre de l'Empereur, » que, faute d'acceptation le 10 août, l'Autriche déclarera, le 11 au matin, la guerre à la France; que les conditions mises en avant ne conserveraient pas

(1) A Stadion, 30 juillet 1813.

(2) Rapport de Caulaincourt, 8 août 1813.

la moindre valeur au delà de ce terme : « *Notre alliance* avec les puissances actuellement en guerre avec la France prenant son commencement le 11, nous ne recevrons, au delà de ce terme, plus de communications qui nous soient adressées séparément (1). » Il prononça ces mots : *notre alliance avec les puissances actuellement en guerre avec la France*; il dit à quelles conditions le refus de Napoléon amènerait l'Autriche à passer à la coalition; il ne dit point qu'il s'engageait à obtenir des alliés les conditions notifiées à Napoléon, ni que les alliés ne prétendraient pas donner à la paix « une plus grande étendue; » il n'eut garde de s'expliquer sur la question de savoir si les *points* de l'*ultimatum* constituaient des préliminaires ou un traité définitif, ni sur cette autre question plus urgente encore, si Napoléon, qui, en disant *non*, aurait la guerre, serait sûr, en disant *oui*, d'obtenir la paix immédiate aux conditions de l'*ultimatum*. Les termes de cet *ultimatum* : « Conditions que les cours de Russie et de Prusse paraissent mettre à *des arrangemens* pacifiques, » annonçaient le contraire, et, pour qui savait lire cette déclaration, ne signifiait que deux choses : *des préliminaires* susceptibles de développemens ultérieurs, alliance conditionnelle peut-être, mais alliance conclue entre l'Autriche et les alliés.

Caulaincourt discerna-t-il ce dessous des choses? Il n'hésita pas à croire la paix possible, à considérer la paix comme faite par le seul *oui* de Napoléon, et ce *oui*, il pressa l'Empereur de le prononcer. « Sans doute Sa Majesté verra dans cet *ultimatum* quelques sacrifices d'amour-propre, mais la France n'en fera pas de réel... Les heures sont maintenant comptées (2)... » Et à Maret, le lendemain, 9 août : « Toute cette affaire a été mal menée. Ne voulant jamais rien céder à temps, on gâte tout et on perd tout... » Metternich tenait les alliés au courant. Comme Humboldt montrait quelque inquiétude : « On me répondit, écrit-il à son gouvernement, que, le 11, la guerre serait toujours déclarée, quelles que fussent les réponses de Napoléon; que l'empereur d'Autriche ne voulait ni alliance avec la France, ni neutralité, qu'il embrassait entièrement la cause de la Prusse et de la Russie. »

Une réponse, même, était-elle encore possible? Le rapport de Caulaincourt n'arriva à Dresde que le 9 août, à trois heures de

(1) Metternich à Stadion, 8 août 1813.

(2) Caulaincourt à Napoléon, 8 août 1813.

l'après-midi. Pour que la réponse de Napoléon fût rendue à Prague dans la journée du 10, avant minuit, il aurait fallu qu'elle partit de Dresde le 9 au soir. Il répugnait à Napoléon de capituler, devant le sablier qui s'écoule, devant les bougies qui se consomment, ainsi qu'en des enchères politiques. C'était chez lui une sorte de maxime d'État, de ne point expédier les dépêches, l'encre encore humide. Il dicta deux notes pour Caulaincourt, l'une fort restreinte, l'autre à découvrir en cas de refus de la première; elle portait : dissolution du duché de Varsovie, cession de 500 000 âmes au roi de Saxe, Dantzig à la Prusse, l'Illyrie à l'Autriche, intégrité au Danemark (1). Cette dépêche ne partit que le 10; mais un courrier expédié le 9 au soir par Bubna, demeuré à Dresde, en fit pressentir le contenu.

Metternich, quand il en reçut la nouvelle, dut s'applaudir d'avoir aggravé l'ultimatum. La journée du 10 se passa sans que le courrier de Caulaincourt fût signalé. Anstett et Humboldt se tenaient aux aguets, la montre à la main. A minuit sonnant, ils notifièrent à Metternich que leurs pouvoirs étaient expirés, Metternich déclara le Congrès dissous, et, une heure après, Humboldt écrivit à Hardenberg : « Nos vœux sont remplis, mon cher baron, ce que nous avons négocié depuis le 4 janvier est obtenu. La guerre est déclarée par l'Autriche à la France. » Maret écrivit, par un second courrier, que Napoléon cédait sur la reconstitution de la Prusse, sur la Confédération du Rhin, sur la 32^e division militaire, sauf Hambourg et Lubeck. Metternich répondit qu'il était trop tard. Caulaincourt quitta Prague le 16, emportant la conviction qu'un mot, un *oui* de Napoléon, prononcé à temps, aurait décidé la paix. Paris le crut, et l'on verra que cette persuasion ne fut pas sans conséquence dans les négociations qui suivirent.

VI

Napoléon livra bataille le 26 et le 27 août, devant Dresde. Ce fut sa dernière grande journée, mais une journée sans lendemain. La victoire était encore à lui, les effets de la victoire lui échappaient. Cette bataille gagnée par lui, ses lieutenans la perdirent en détail. Il y eut trois jours, du 28 au 30 août, qui

(1) Maret à Caulaincourt, 10 août 1813.

furent pour les alliés des jours de cruelle perplexité. La coalition passait, dès son début, par la formidable épreuve à laquelle les coalitions précédentes avaient succombé : récriminations militaires, récriminations politiques, Autrichiens contre Russes, Russes contre Allemands, Prussiens apostrophés par tout le monde, mais faisant front, aboyant et mordant tout le monde; les Anglais déconcertés et déjà prêts à renouer les sacs à livres sterling. L'armée alliée, vaincue à Dresde, couvrait les chemins, précipitant la retraite. Treize mille Autrichiens avaient déjà mis bas les armes. Pouvait-on croire à l'Autriche ! Les souvenirs de 1805 et de 1809 hantaient les imaginations, souvenirs de défaites, d'écroulemens, de défections, Austerlitz contre Friedland, Iéna contre Tilsit ! Metternich, très troublé, pesait les responsabilités que son maître et ses compatriotes rejetaient déjà sur lui.

Les trois souverains se réunirent au château de Dun, près de Tœplitz. Rien ne montre mieux le renversement des affaires, le renversement de cette allure générale qui les mène toutes. Ce qui avait séparé les alliés en 1794, 1799, 1805, les réunit : au lieu de chercher chacun son salut dans la fuite et ses avantages ou son moindre détriment dans une paix particulière, instruits par l'expérience que ces désaccords ne les menaient qu'à des capitulations plus funestes, ils se tinrent, les mains serrées, étouffant les rancunes, l'orgueil et la crainte pour ne penser qu'à pourvoir ensemble au péril commun. La déroute du rude sabreur Vandamme, si redoutable dans la poursuite, le 28 et le 29 août, celle de Macdonald à la Katzbach, le 30, la nouvelle de la défaite d'Oudinot à Grossbeeren, le 29, leur prouvèrent qu'ils avaient eu raison. Le succès ne parut plus douteux.

Alexandre joua en cette crise un personnage supérieur. C'est alors qu'il devient vraiment le régulateur, ou, comme on commençait à dire, dans le jargon du temps, le roi des rois, l'Agamemnon de la nouvelle Iliade. Autant il s'était montré fuyant, insaisissable, équivoque, lors de l'alliance de Tilsit, parce qu'alors il ne *voulait* pas, il n'*aimait* pas sa propre politique, politique de commande, de masque, de passage ; aulant, depuis Moscou, on le vit résolu, suivi, *voulant* ses actes, marchant à son but, qui était la destruction du Grand Empire, et la déchéance de Napoléon : *lui ou moi !* jusqu'aux extrémités accessibles, c'est-à-dire jusqu'à Paris.

« Je me suis décidé à faire le sacrifice de mon amour-propre pour le salut de l'empire, » écrivait-il à l'Impératrice-mère, en 1807, après la première accolade. Il mit dès lors autant d'âpreté à poursuivre son dessein que de grâce et d'art à persuader les Français de sa protection magnanime, leur répétant et faisant répéter sans cesse qu'il séparait de la cause de Napoléon celle de leurs libertés et de leurs frontières; propos d'une politique simple et profonde, qui devaient avoir et eurent pour premier effet de faire considérer comme l'approche du libérateur l'invasion des alliés vers la frontière française. A l'inverse de toutes les invasions, celle-là aurait pour objet de respecter et de garantir ! Il va imposer à ses alliés méfiants, jaloux et avides la marche en avant, sans s'arrêter aux protocoles d'indemnités, sans regarder en arrière les pays vacans, sans loucher sur les terrains vagues, à droite et à gauche du chemin. Prenons d'abord, chacun ensuite reconnaîtra ses prises !

Le 9 septembre, deux traités identiques furent signés à Tœplitz entre la Russie et l'Autriche, l'Autriche et la Prusse. « Elles (les puissances contractantes) n'entendent point porter la moindre atteinte aux engagements antérieurs et particuliers, également défensifs, qu'elles ont contractés avec leurs alliés respectifs, » c'est-à-dire la Russie avec la Suède, avec la Prusse à Kalisch, avec l'Angleterre à Reichenbach, la Prusse avec l'Angleterre, également à Reichenbach. Elles se promettent, « de la manière la plus solennelle, de n'écouter aucune insinuation ou proposition qui leur serait adressée, directement ou indirectement, par le cabinet français sans se la communiquer réciproquement. » Elles déterminent, dans les articles secrets, comme but de leurs efforts communs en première ligne ces *quatre* points : 1^o reconstitution de l'Autriche et de la Prusse sur le pied de 1805; 2^o dissolution de la Confédération du Rhin, indépendance absolue des États intermédiaires entre les frontières de l'Autriche et de la Prusse, d'une part, le Rhin et les Alpes, de l'autre; 3^o restitution du Hanovre; 4^o arrangement, entre les trois copartageans, du sort du duché de Varsovie. Elles ajoutent, pour donner à ces *quatre* points, « toute la précision désirable : » restitution de la 32^e division militaire, restitution des pays allemands possédés par des princes français, ce qui signifiait Westphalie et Berg. Et, enfin, pour attribuer au tout « la plus grande étendue possible, » cet article séparé et secret : « Les

hautes parties contractantes n'entendent aucunement préjudicier par l'article précédent, — les quatre points, — aux engagements qu'elles peuvent avoir contractés avec d'autres puissances dans le sens du but qu'elles se proposent. » Metternich, dont on reconnaît ici la main praticienne, écrit à Hudelist, qui gérait, en son absence, les Affaires étrangères à Vienne (1) : « J'ai si bien tenu la main que, dans la plus large mesure, nous paraissions modérés, et que j'ai fait placer les seuls articles qui concernent la France directement, dans une convention secrète qui n'est connue que des trois cours. »

Ces arrangemens furent complétés par un *traité préliminaire* d'alliance conclu à Tœplitz, le 3 octobre, entre l'Angleterre et l'Autriche : il contenait la clause exclusive de « négociations et conventions, autrement que d'un commun accord. » Quelques jours après, le 8 octobre, Metternich conduisit à terme un accommodement presque aussi important à ses yeux, la défection de la Bavière. « La Bavière se dégage des liens de la Confédération du Rhin et elle joindra immédiatement ses armées à celles des puissances alliées ; » amorce à la défection des autres confédérés.

Telles étaient les prétentions des alliés lorsque Napoléon, victorieux à Dresde, tenait encore sur l'Elbe, bien qu'affaibli et entamé sur ses ailes. Le 16 et le 17 octobre, il donna, sous Leipsig, la bataille décisive, la *bataille des nations*. Le 17, après le second jour, il eut un long entretien avec le général autrichien Merveldt, prisonnier de guerre, qu'il renvoya sur parole. Merveldt avait été mêlé à nombre de négociations, depuis Leoben : on va voir qu'il ne laissait point de se trouver dans la confiance des alliés ; ses propos indiquent dans quel sens il fallait entendre les points préliminaires et ce qui attendait Napoléon si le congrès de Prague s'était ouvert sur ces bases-là (2). Napoléon le discernait très nettement. — « Cette guerre durera-t-elle toujours ? dit-il. Il serait bien temps de la finir une fois. — Sire, c'est le vœu général, et la paix est dans les mains de Votre Majesté. Il eût dépendu d'elle de la conclusion au congrès de Prague. — On n'était pas de bonne foi, on a finassé. » Puis, poussant droit au fait : « Si vous écoutez la Russie, elle est sous l'influence des Anglais, et ceux-ci ne veulent

(1) 9 septembre 1813.

(2) Rapport de Merveldt, 17 octobre 1813, en français.

pas la paix. » Merveldt assura le contraire, et ils s'en expliquèrent : — « Que l'Angleterre me rende mes îles, et je lui rendrai le Hanovre. Je rétablirai les départemens réunis et les villes hanséatiques. — Je crois, Sire, qu'ils tiendront à l'indépendance de la Hollande. — Eh bien ! il faudrait s'entendre sur cette indépendance. » Merveldt parla aussi de l'indépendance de l'Italie, d'un retour aux stipulations que Napoléon avait établies lui-même en se plaçant à la tête de l'Italie : c'était la séparation des deux couronnes, l'attribution de l'Italie à un héritier légitime ou adoptif de l'Empereur. Napoléon ne considéra pas cette condition comme inadmissible. « Quant au duché de Varsovie, Votre Majesté y a renoncé, je suppose ? — Oui, je l'ai offert, et on n'a pas trouvé bon de l'accepter. — L'Espagne pourrait être encore une pomme de discorde ? — J'ai été obligé d'abandonner l'Espagne ; cette question est donc décidée par là. » « Je ferai, dit-il encore, des sacrifices, de grands sacrifices même ; mais il y a des choses auxquelles mon honneur tient et desquelles, dans ma situation, je ne puis me départir, par exemple le protectorat de l'Allemagne. » Il parla d'armistice : il se placerait derrière la Saale. Merveldt ne lui cacha pas que les alliés espéraient « le voir passer le Rhin, cet automne encore. » — « Pour cela, il faut que je perde une bataille ; cela peut arriver, mais cela n'est pas (1). »

Cela fut, le lendemain, 18 octobre. La Confédération du Rhin n'existait plus. Les confédérés avaient passé à l'ennemi sur le champ de bataille et, maintenant, les débris de la Grande Armée s'écroulent sur cette Allemagne qui se dérobe sous eux. Les trois souverains alliés, leurs états-majors, leur chancellerie de campagne, leurs ministres et l'ambassadeur d'Angleterre en Autriche, lord Aberdeen, s'acheminèrent vers le Rhin sur les pas de l'armée française en déroute. Napoléon avait accepté, en fait, les conditions de Metternich, même avec une large étendue ; il s'agissait d'y donner l'étendue « la plus large possible, » ainsi qu'on l'avait stipulé à Tœplitz.

En réalité, ce que Napoléon avait défendu sur l'Elbe, ce qu'il avait perdu, irrévocablement, à Leipzig, c'étaient ces têtes de ponts, ces bastions, ces avant-postes, ces tampons que le Comité de salut public de l'an III et le Directoire avaient successivement

(1) A la princesse de Lieven, 18 octobre 1819.

dessinés sur la carte et prescrits à la France, comme des conditions de la conquête, de la réunion et de la conservation des « limites naturelles. » Mazarin et Louis XIV pour se pousser au Rhin, par l'Alsace, et s'y maintenir, avaient consenti les sécularisations dans l'Allemagne protestante et organisé la *Ligue du Rhin* sur la rive droite, pratiqué les *Chambres de réunion* sur la rive gauche. Pour s'emparer de la Flandre, Louis XIV dut envahir le Palatinat et la Hollande. De même, en plus grand, — combinaisons d'exécution plus vastes en vue d'une frontière plus élargie, — la République et l'Empire, pour assurer à la France la domination du Rhin de Bâle à la Hollande, consommèrent dans toute l'Allemagne l'œuvre des sécularisations, créèrent la Confédération du Rhin, subjuguèrent la Hollande. Napoléon savait bien ce qu'il disait quand il déclarait à Merveldt qu'il ne saurait renoncer au protectorat de l'Allemagne. Ce protectorat supprimé, l'œuvre de concentration de 1803 se retournait contre la France et la possession de la rive gauche redevenait précaire, exposée, comme en 1799, au sort de la première bataille. Pour soumettre l'Autriche à la paix des « limites, » les Français durent l'expulser de l'Italie, en posséder les passages, mettre la Suisse en tutelle. Colbert et Louis XIV avaient rêvé la domination de la Méditerranée ; les républicains du Comité, les Directeurs, Napoléon projetèrent d'en faire un « lac français, » et comme l'Angleterre n'y consentait point, n'admettait pas plus la France maîtresse de Gênes, souveraine de Naples, tutrice de l'Adriatique, que régente d'Anvers, Sieyès imagina, Napoléon accomplit le blocus continental.

Voilà l'œuvre de vingt et un ans de guerres que les coalisés ont subie et qu'ils prétendent anéantir. Donc il leur faut prendre le Grand Empire à revers et l'histoire à rebours, déloger successivement la France de tous ses retranchemens, le duché de Varsovie, les villes hanséatiques, la Confédération du Rhin, la Hollande, la Belgique, l'Italie ; franchir les fleuves, l'Elbe, le Rhin, forcer les digues et, de barrière en barrière, la refouler par tous les chemins par où elle a passé. Il faut renouveler et regagner les batailles perdues, dérouler et déchirer les traités, anéantir Tilsit : c'est fait, à Kalisch et Reichenbach, de février à juin 1813 ; anéantir la paix de Vienne : c'est ce que Metternich a entrepris à Prague et à Tœplitz, ce que les armées ont exécuté à Leipzig. Restent Presbourg, Amiens et Lunéville.

Arrivés au point où ils se trouvèrent en 1799, c'est-à-dire entrés en Italie, entrés en Suisse, entrés en Hollande, maîtres de l'Allemagne, les alliés voudront consommer l'ouvrage projeté alors, franchir le Rhin, reconquérir la rive gauche et les Pays-Bas, ramener la France aux anciennes limites, et les rogner même, si faire se peut. Ils n'avaient connu que deux motifs de subir ces conquêtes : la force de la France, les indemnités qu'elle distribuait. La force est abattue, les indemnités restent et les dépouilles les vont décupler. Quelle raison d'État leur conseillerait de tolérer, quand la France est vaincue, une extension de la puissance française qu'ils ont, à tant de reprises et avec tant d'acharnement, combattue? La modération? Ils ne l'ont jamais connue, et qui la leur aurait enseignée depuis 1792? La justice? Ils ne pratiquent que la vieille loi d'Israël, la loi du talion, et, en fait de droit public, les représailles. Telle est la symétrie de cette histoire. Les mêmes motifs qui ont conduit la France à conquérir et à réorganiser le continent, mènent le continent à conquérir et à démembrer la France. La coalition étant victorieuse, c'est d'après les desseins avortés des coalitions vaincues de 1793, 1799, 1805, 1807, 1809, qu'il faut juger les desseins de 1813. Alors la suite apparaît, et quand on remonte plus haut, que l'on discerne les liens par où ces desseins se rattachent à ceux du passé, on découvre la pensée de derrière la tête, qui a mené toute l'affaire. Lisez, dans le Journal de Torcy (1), le récit des préliminaires de La Haye, en 1709 : vous reconnaissez et la lettre, et l'esprit des préliminaires de Prague, et vous jugerez l'hypocrisie redoutable de la procédure des alliés, la vanité des concessions de Napoléon. « Plus j'ai témoigné de facilité et d'envie de dissiper les ombrages que mes ennemis affectent de conserver de ma puissance et de mes desseins, plus ils ont multiplié leurs prétentions, en sorte qu'ajoutant par degrés de nouvelles demandes aux premières, ... ils m'ont également fait voir que leur intention était seulement d'accroître aux dépens de ma couronne les États voisins de la France et de s'ouvrir des voies faciles pour pénétrer dans l'intérieur de mon royaume, toutes les fois qu'il conviendra à leurs intérêts de commencer une nouvelle guerre. Celle que je soutiens et que je voulais faire ne serait pas même cessée quand j'aurais cédé aux propositions qu'ils m'ont faites. » C'est

(1) Publié par M. Frédéric Masson.

Louis XIV qui parle ainsi dans son manifeste à la France il a renoncé à l'Espagne, les frontières sont entamées, les coalisés veulent marcher sur Paris, dicter la paix à Versailles. « Leur dessein, dit Saint-Simon, ne tendait qu'à une destruction générale de la France. »

L'histoire se continue, en ses alternatives; Napoléon ne cédera que ce qu'il jugera perdu sans retour; les alliés, à mesure qu'ils avanceront sur ses pas, exigeront au delà de ce qu'ils occupent. Vainqueur sur l'Elbe, Napoléon a cédé le duché de Varsovie, les villes hanséatiques; vaincu et en retraite sur la Rhin, il cédera la Confédération, la Hollande. Sur l'Elbe, les alliés exigent les territoires de l'Elbe au Rhin; sur le Rhin, ils exigeront les anciennes limites. Et comme Napoléon a dicté cette parole : « Il faudrait, pour l'obtenir, que 500 000 hommes fussent campés sur les hauteurs de Montmartre! » les alliés pousseront à Montmartre et dicteront la paix dans Paris. S'imaginer, dans cette marche, une autre interruption que celle d'une victoire des Français, c'est créer un obstacle qui n'existe nulle part, ni dans les esprits des hommes, ni dans la nature des choses; qui n'a pas arrêté la France quand elle est sortie, en 1792, de ses anciennes limites; qui n'arrêtera pas davantage les alliés, en 1813, lorsqu'ils se jugent maîtres de l'y faire rentrer.

ALBERT SOREL.